



ORGANISATIONS TOGOLAISES CITOYENNES ET RESPONSABLES

DECLARATION

TOGO, PAS DE CINQUANTENAIRE DE LEGITIMATION **27 avril 1960 : l'unique date de l'indépendance du Togo**

Des organisations togolaises responsables, représentant les citoyens togolais tant dans la Diaspora qu'au Togo, s'élèvent contre la célébration du cinquantenaire imaginaire de Faure Gnassingbé et de son Gouvernement. En effet, suite à l'absence de nombreux chefs d'Etat à son investiture ne reposant pas sur la vérité des urnes, Faure Gnassingbé, malgré les difficultés économiques et sociales que traverse le peuple togolais dans son ensemble (les écoles sinistrées par les inondations en cette rentrée 2010/2011...), a choisi de s'autoproclamer une deuxième fois. **De toute évidence, le Togo n'a qu'une seule date d'indépendance, c'est le 27 avril 1960 !**

Comme si les multiples déshonneurs antidémocratiques inopportuns projetés sur les Togolais et Togoises depuis sa deuxième prise de pouvoir sans légitimité ne suffisaient pas, il est question de légitimer grandeur nature l'usurpation du pouvoir avec l'appui du syndicat des Chefs d'Etat africains et vraisemblablement le soutien actif de la Françafrique.

Les formes nouvelles de prise du pouvoir par un système de dictature juridique en 2005 comme en 2010, l'affaire non élucidée de la fusillade de l'équipe de football togolais à Cabinda, la vraie-fausse équipe nationale de football extirpant de l'argent à un pays du Golfe, les voyages récurrents de Faure Gnassingbé à l'étranger qui ne rapportent rien aux populations notamment en zones rurales, voilà encore un autre pavé dans la marre du Togo. Il s'agit de la nouvelle invention de légitimation à posteriori par les chefs d'Etat africains, la célébration du cinquantenaire du Togo, un jour d'octobre qui ne correspond à rien dans le calendrier républicain du pays. Gouverner c'est prévoir, a-t-on coutume de dire. Seuls les tenants de 43 ans de statu quo ignorent cette évidence.

Est-ce que la nouvelle coalition au Gouvernement composé du Rassemblement du Peuple Togolais et des Amis de Gilchrist Olympio (RPT/AGO) tenterait de faire disparaître le jour de l'indépendance officielle du Togo, le 27 avril ? Faut-il y voir une forme de révisionnisme en direct pour faire oublier les déficits démocratiques, les conséquences des conflits postélectoraux liés au refus de respecter la vérité des urnes ? Pourquoi au Togo, le cycle « élection-violence-négociation » est devenu un "droit commun" au point où certains pays occidentaux, dont la France, considèrent cette transgression des droits humains comme une normalité, un classique dans la démocratie au Togo ?

Faure Gnassingbé a prêté serment bien au-delà du délai prescrit par la Loi Fondamentale que l'on piétine à satiété au Togo ! On ne trompera plus personne en modifiant le délai

CMDT - CVU

Contact : contact@cmdtogo.org - info@cvu-togo-diaspora.org



ORGANISATIONS TOGOLAISES CITOYENNES ET RESPONSABLES

constitutionnel afin de légitimer un président qui ne correspond pas à la vérité des urnes au Togo. Tout un chacun sait qu'il n'y a pas de séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire au Togo.

Et pourtant, à moins d'être frappé d'amnésie, en mars 2010, qui peut prétendre ignorer que nous étions à un mois des festivités de la célébration du cinquantenaire du Togo, qui aurait pu et aurait dû se faire le 27 avril dernier au lieu d'être unilatéralement minimisée ? Ce mépris pour le peuple n'a d'égal que le mépris pour la date anniversaire de l'indépendance choisie par les libérateurs du Togo.

Nous avons déjà eu du mal à régler le précédent créé par le dictateur Eyadéma avec son 13 janvier qu'il célébrait au détriment du 27 avril, date de la proclamation de l'indépendance du Togo.

Si la date du 13 janvier retenue par le Père semble désormais abolie, au même titre que le 27 avril, le pouvoir RPT/AGO aurait-il trouvé un nouveau consensus pour le 16 octobre ?

La légitimité ne se décrète pas, elle se mérite à la force de la persuasion et de l'adhésion. La réticence de certains partenaires du Togo à discuter avec des personnes non élues par le peuple et à accompagner le Togo dans son développement porte préjudice au peuple togolais.

Les dépenses nouvelles et inopportunes que cette mégalomanie va engendrer ne peuvent que retarder les avancées du Togo vers la réduction de la pauvreté, telle que le suggèrent les objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies. Rappelons que le Togo de Faure Gnassingbé et son nouveau régime RPT/AGO figure sur la triple listes des pays les moins avancés, sur celle des pays pauvres très endettés, et sur celle des pays à revenu faible

Les mouvements citoyens signataires de ce texte proposent à Faure Gnassingbé non seulement de surseoir à sa cérémonie, mais en plus d'en affecter le budget à la construction des écoles sinistrées par les inondations récentes ou à palier l'absence de réhabilitation des écoles et universités sur l'ensemble du territoire togolais.

Les Togolais et Togolaises, dans leur grande majorité, ont d'autres soucis en ce moment que de voir un chef d'Etat non légitime festoyer et se faire légitimer par ses pairs africains, souvent tout aussi illégitimes au plan démocratique. Vu le bilan de ses cinq ans d'échec face aux problèmes de famine, d'éducation, de la santé, d'infrastructures non réalisées, la non-réaction face aux inondations, de la création de richesse partagée, etc., il est proposé que **toute solution de sortie de crise prenne en compte de nouvelles formes de retour de la confiance dans le pays.** Cela devrait permettre de rassembler tous les Togolais et Togolaises pour rattraper les manques-à-gagner que le peuple togolais, dans sa grande majorité, a subi du fait justement d'une politique partisane et clientéliste.



ORGANISATIONS TOGOLAISES CITOYENNES ET RESPONSABLES

Grossir les frais de fonctionnement, endetter le Togo en attendant que le Fond Monétaire international et la Banque mondiale viennent effacer cette dette en créant de toute pièce des célébrations imaginaires, c'est une ignominie de plus ! Les mouvements signataires demandent expressément aux dirigeants du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement ainsi que les institutions bilatérales de développement **d'user de tout leur poids pour stopper un gaspillage d'un genre nouveau : la mégalo-cinquantenaire de la dépendance au Togo.**

C'est pourquoi, les organisations signataires de cette déclaration lancent solennellement aux Togolais et Togolaises de l'intérieur comme à ceux de l'extérieur, **un appel pour des Assises nationales pour la Refondation Démocratique du Togo.** Elles demandent au Conseil Mondial de la Diaspora Togolaise en partenariat avec les mouvements citoyens et les partis politiques et les institutions d'appui au plan international de tout mettre en œuvre pour que le principe et le calendrier de ces Assises soient retenus de façon consensuelle pour une mise en œuvre rapide dans un cadre indépendant.

Fait à Lille, le 8 octobre 2010.

CMDT	CVU-Togo-Diaspora
Dr Martin AMOUZOU Coordinateur Général	Dr Yves Ekoué Amaïzo Coordinateur International Provisoire